



Appel de l'USP pour le 14 juillet 2020

Le beau casting ou les pompiers pyromanes

Comme le 16 et le 30 juin ([appel de grève national pour le 16 juin](#)), l'Union Syndicale de la Psychiatrie (USP) appelle à défilé le 14 juillet avec la population et les autres organisations et collectifs parties prenantes du [communiqué unitaire](#).

L'USP est membre d'APH et est un des membres fondateurs du mouvement [Printemps de la Psychiatrie](#) pour un renouveau des soins psychiques et contre les violences institutionnelles.

Les pseudo-concertations du Ségur se sont révélées telles que nous le présagions : une grande entourloupe. Le président Macron n'avait en rien l'intention de changer de paradigme. Ce Ségur a juste été l'occasion pour le gouvernement d'aller plus loin dans sa transformation hôpital/entreprise et la bascule public/privé. Rien de nouveau pour en finir avec la T2A. Rien de mirifique dans la nouvelle gouvernance qui nous puisse nous laisser espérer une véritable démocratie sanitaire à l'hôpital public.

L'USP REJETTE CE PROTOCOLE D'ACCORD DU SEGUR.

L'[APH](#) NE LE SIGNE PAS !

Si les syndicats ont pu obtenir des augmentations de salaires, largement inférieures à celles attendues, c'est grâce au courage et la pugnacité des personnels de santé, syndiqués ou en collectifs, en lutte depuis deux ans et qu'il faut saluer.

L'USP porte toujours les revendications concernant les augmentations de salaire d'au moins 300 euros pour tous de suite, et non pas 183 euros sur deux ans avec flexibilité, un recrutement massif, au moins le rattrapage de la mise en place des 35 heures (11 %, un financement net, sans contrepartie contractuelle d'intéressement, de fragilisation statutaire, visant à imposer restructuration, privatisation ou revente aux usagers des pseudos partenariats public-privé.

L'arnaque du Ségur se confirme et les principaux coupables de la catastrophe pour le service public hospitalier sont maintenant au gouvernement, notamment M. Castex et Mme Bachelot. Rien ne va changer, au contraire !

LE BEAU CASTING OU LES POMPIERS PYROMANES ?

En 2006, M. Castex défendait la T2A dans le cadre d'Hôpital 2007 produit par Xavier Bertrand, ministre de la Santé, projet conforté et aggravé par Roseline Bachelot avec la loi HPST. Ensemble qui a produit l'hôpital entreprise, le productivisme, la perte de sens, l'orientation des soins par les directeurs et les comptables.

Appliquée par ces deux-là à la culture, ce sera : le choix des acteurs et de la mise en scène par les entreprises, les financiers et les comptables, la réduction de la durée des

représentations ou concerts pour faire plus de représentations, la baisse du nombre de musiciens, le remplacement des blanches par des noires ou des croches pour aller plus vite moins cher et produire plus...

II NE FAUT RIEN LACHER !

L'enveloppe pour l'hôpital ne doit pas être financée par les pauvres, les malades, les chômeurs, les vieux, les retraités actuels ou futurs.

L'USP souhaite notamment, pour la psychiatrie de secteur et pour la santé d'une façon générale, en revenir au service public (et non à l'hôpital entreprise où nous ne sommes que des prestataires de service) par :

- la suppression de toute référence au marché, à la compétition entre secteurs, entre pôles, entre établissements dans la gouvernance,
 - les praticiens et les chefs de service doivent être nommés au niveau ministériel pour limiter les embrouilles locales et le management toxique,
 - la suppression de toute référence à l'activité (pas même 0,1 %) pour une dotation qui doit se faire « à l'habitant » comme nous l'avons défendu à [l'Assemblée](#),
 - la suppression de la notion d'efficience, de *bench marking* et de ce qu'elles sous-tendent, de tout projet d'intéressement,
 - le rétablissement de l'égalité d'accès aux soins, la suppression de tous les restes à charge, le 100 % Sécurité sociale et la reconversion vers les soins de toute la bureaucratie gestionnaire et comptable (lié à la T2A), qui a généré un surcoût considérable pour faire moins bien.
- Aucune once de l'attention portée au patient ne doit être détournée, parasitée par ces mécanismes.

Nous exigeons de fait un [statut solide](#), protecteur et régulateur, qui doit permettre la résistance à des pratiques imposées, inadaptées, formatées, standardisées.

Il doit permettre de protéger le pouvoir d'alerte des collectifs, des personnels de terrain et interdire la répression telle qu'elle s'est généralisée, comme au [Rouvray](#).

Nous exigeons la défense de la Sécurité sociale comme bien commun, son financement, un fonctionnement démocratique totalement détaché de la tutelle de Bercy.

Les revendications de notre précédent préavis et l'appel qui a suivi « pour une convergence des luttes » restent plus que jamais d'actualité.

IL FAUT QUE CELA CESSE !

DEFILONS TOUS LE 14 JUILLET POUR LES EMPÊCHER DE NUIRE

À la mesure du danger, l'USP renouvellera son appel à soutenir toute lutte ou mouvement non violent et non fascisant permettant de mettre fin à cette politique et il est évident que nous rejoindrons et appelons à rejoindre fédérations et confédérations dans leurs combats.

Pierre Paresys, vice-président
Delphine Glachant, présidente